



En juin, la CGT à l'offensive

Les 13 et 19 juin, pour changer de CAP

Cela était prévisible, l'économie française est en récession. Cette situation atteste de l'échec des politiques d'austérité poursuivies dans l'Union européenne. L'obsession libérale de la réduction du déficit budgétaire hypothèque l'industrie et les services. Elle détruit les missions de l'Etat et les services publics pour donner toujours plus de gages aux marchés financiers et au patronat.

Sous diverses formes, les salarié-e-s, les privés d'emploi, les retraités trinquent !

Dans les entreprises les plans sociaux se multiplient, plus de 1000 chômeurs tous les mois viennent s'ajouter aux 5 millions cherchant déjà un emploi. Ceux échappant aux licenciements, issus du public comme du privé, subissent la précarisation des conditions de travail, les restructurations incessantes, le blocage des salaires. Pour les retraités du privé, la diminution des pensions est déjà programmée pour les trois ans à venir.

Les mesures prises par le gouvernement, les annonces faites vont amplifier l'austérité et renforcer la récession avec par exemple la flexibilité accrue du travail avec la loi dite de sécurisation de l'emploi, le renforcement des privatisations qui va réduire un peu plus l'intervention de l'Etat sur les choix stratégiques des entreprises ou la soumission de l'enseignement supérieur à des logiques marchandes,... sans oublier la nouvelle phase de décentralisation de l'action publique qui va renforcer les disparités dans les territoires.

F. Hollande, tout comme N. Sarkozy et contrairement à J. Chirac (!), en refusant la loi d'amnistie donne un signal fort au patronat ! Celui-ci pourra, avec une extrême violence, jeter des salariés à la rue pendant que le gouvernement ordonnera aux tribunaux de juger les criminels défendant l'emploi et la démocratie sociale...

Des mobilisations partout en Europe

du 9 au 14 juin.

Décidée par la confédération européenne des syndicats (CES) la semaine va porter l'exigence d'une autre politique économique et sociale auprès de la Commission européenne, des gouvernements et des entreprises.

Un changement de cap est nécessaire, la fin des politiques d'austérité s'impose !

Les salarié-e-s d'ores et déjà en lutte !

Le 13 juin à **la poste** pour l'arrêt des réorganisations qui suppriment les emplois, dégradent le service public postal ; à **la SNCF** face à une nouvelle offensive de démantèlement du ferroviaire ; à **l'énergie** dans le cadre des enjeux de la transition énergétique.

Le 15 juin les personnels et usagers de la santé et de l'action sociale exigent une protection sociale de haut niveau.

Le 18 juin au Conseil Général ou encore au ministère du travail le 27.

L'Union Départementale propose la convergence de ces actions.

Le 13 juin rassemblement interprofessionnel

de 11h à 14h devant la préfecture

Exprimons nos revendications - dénonçons les mesures d'austérité

Le 19 juin veille de la conférence sociale : agissons

Le gouvernement convoque les organisations syndicales de salariés et d'employeurs à une deuxième conférence sociale afin de dresser le bilan de celle organisée en juillet 2012 et d'engager pour la période 2013-2014 de « nouveaux chantiers ». Pour la CGT, le dialogue social ne peut se traduire par une acceptation des exigences du Medef à l'exemple de la loi portant sur la flexibilisation de l'emploi.

Plusieurs tables rondes sont organisées, elles concernent l'emploi, la formation, les retraites, la santé au travail, l'organisation des services publics et l'Europe sociale

Le bilan de la conférence de 2012 est désastreux avec 100'000 emplois détruits ! Pour ce mois de juin, la question de l'emploi sera donc abordée mais toujours sous le signe de la baisse du « coût » du travail qui vise à accentuer encore la part qui revient au patronat et à favoriser les politiques de bas salaires au détriment des besoins des salariés, de la relance par la consommation, du financement la protection sociale !

La conférence va aussi servir au gouvernement à lancer le débat sur la réforme des retraites ! Avec une pension moyenne de 1216€ (899€ pour les femmes), pour la CGT toute mesure visant à baisser le niveau des pensions (directement ou par le biais de l'allongement de la durée des cotisations) est à proscrire.

En lieu et place des politiques d'austérité, nous préconisons la relance par la consommation créatrice d'emploi !

Plus que jamais, l'exigence de relever **le Smic à 1 700 euros** est un impératif économique et social. Sur le sujet, le silence présidentiel est inadmissible !

L'évolution des retraites doit être indexée sur le salaire moyen.

Le financement durable de la protection sociale et donc du **système de retraite** passe également par la conquête de l'emploi pérenne, bien rémunéré avec de bonnes conditions de travail.

La CGT propose aussi:

- ✓ la suppression des exonérations des cotisations dites « patronales ».
- ✓ L'élargissement de l'assiette de cotisations à l'épargne salariale (intéressement, participation...) et aux primes pour les fonctionnaires.
- ✓ La mise à contribution des revenus financiers des entreprises.

Un seul problème : le coût du capital

Selon l'Institut français de gouvernement des entreprises (IFGE), les dividendes servis par les plus grandes entreprises de notre pays ont été multipliés par 7 dans les 20 dernières années. Comble de cynisme, c'est en 2008, année du début de la crise, que le record des dividendes a été battu avec 58 milliards d'euros distribués, contre 43 milliard en 2011. Entre 1992 et 2010 les très grandes entreprises ont multiplié leurs dividendes par 5 !

Ne les laissons pas décider à notre place !

L'issue de ces négociations et rencontres est conditionnée par la mobilisation de Tous

Agissons pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les retraites

Le 19 juin : rassemblement 12h préfecture Haute Garonne